

25210266 / 11
(1940-1950)

Accidents d'automobiles

10 C-3

Accidents d'automobiles

40

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau _____

Dossier N° _____

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

4750

SERVICE CENTRAL P 26 SEPT 1940

PARIS, LE 20 août 1940

45, rue Saint-Lazare (9^e)

Tél. : Pigalle 95-85

DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION GÉNÉRALE

2 SEP 1940

Dossier

D 4750

S.N.C.F.

1

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Note pour Monsieur le Directeur Général

D^{re} 8-1/4
Lo de 1

A diverses reprises, j'ai été saisi par les Régions au sujet d'accidents hors service de nos agents, provoqués par des voitures automobiles allemandes, de l'opportunité pour la S.N.C.F. de demander aux Autorités Allemandes le recouvrement des frais occasionnés au chemin de fer par ces accidents.

Après examen, la question, à mon avis, se présente dans son ensemble, comme suit:

Si la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 dans l'article 43 de son annexe, impose à l'Armée occupante de respecter les lois en vigueur dans le pays, c'est uniquement dans le but d'empêcher l'occupant de soumettre à des lois et à des tribunaux, les ressortissants des territoires occupés.

Mais l'Armée occupante reste soumise à sa loi propre, c'est-à-dire, dans l'espèce, aux Conseils de Guerre et aux lois de guerre allemandes. Devant ces Conseils de guerre d'ailleurs, une action pénale peut être engagée, mais non une action civile.

Dans l'article 46 de son annexe, la Convention de la Haye édicte bien le principe général du respect par l'occupant de la vie des individus et de la propriété privée, mais elle n'institue aucune procédure de réparation au cas de violation de ce principe par l'occupant.

Dans le cas présent, une plainte contre le soldat responsable de l'accident pourrait être adressée à l'Autorité Allemande et instruite par le Conseil de guerre allemand compétent, Mais de toutes façons une action civile en réparation du préjudice n'est pas possible et, au surplus, en ce qui concerne le recours de la S.N.C.F., la Jurisprudence allemande n'admettant pas la réparation du préjudice indirect, l'action du chemin de fer en remboursement des frais occasionnés par l'accident, ne serait pas recevable en droit allemand.

M. Fatalet

Pi. Attu aux Régions
de la Seine inférieure
M. Amey, mais, n'y
a-t-il pas d'autres
agents ou Tui par
sants de guerre?

26.9.40

En réalité, les dommages occasionnés par l'occupant tant que subsiste l'état de guerre, doivent être considérés comme dommages de guerre, sans qu'il y ait lieu de faire la discrimination entre ceux qui proviennent d'un fait de service ou d'une faute personnelle des soldats de l'autorité occupante.

En 1914 - 1918 la question a été réglée par le Traité de Paix qui, dans son article 232, a exigé de l'Allemagne réparation de tout le dommage occasionné à la population civile et qui, dans l'annexe 1 à la Partie VIII sect. 1, a bien précisé que cette réparation était due aux: "3^e Dommages causés par l'Allemagne.... en territoire occupé ou envahi, aux civils victimes de tous actes ayant porté atteinte à la santé, à la capacité de travail ou à l'honneur et aux survivants qui étaient à la charge de ces victimes".

D'autre part, l'Arrangement Rhénan du 28 juin 1919 a spécifié dans son art. 3^d que les Forces armées des Puissances alliées et associées et les personnes à elles attachées seraient, pendant l'occupation des Territoires Rhénans, exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction militaire de ces troupes, et par la suite aucune ordonnance de la Haute Commission n'est venue réglementer la question de la responsabilité des accidents commis par les armées d'occupation. Une ordonnance de la Haute Commission interalliée des Territoires Rhénans a seulement créé une juridiction spéciale (Commission judiciaire mixte) chargée de juger les réclamations adressées à la Régie des Chemins de fer des Territoires occupés pour accidents de voyageurs ou de droit commun, pertes, retards et manquants.

Il est donc certain que la S.N.C.F. ne peut juridiquement poursuivre le recouvrement des frais qui lui ont été occasionnés par l'accident hors service d'un de ses agents blessé par une automobile allemande. Ces frais s'ajoutent en somme aux dommages de guerre supportés par le chemin de fer et doivent suivre le même sort.

Une plainte peut toutefois être adressée par l'agent blessé à l'Autorité allemande contre le militaire allemand conducteur de la voiture si cet agent estime que l'accident a été provoqué par une faute de ce militaire.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

J. Leroy

M. Mondin

Service	SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
J. Lohr avec Régis demandant la condensation de M. Amélie.	
Dé.	Pos.
X-1/4	3

Il y aura à voir ultérieurement
s'il faut avec F sous quelle forme les
services comptables doivent enregistrer les
dépenses de première franchise par l'Etat.

Ces notations A ajoutés trois ou quatre par fait
de faire à peu près payons une rente ou un
salaires de retraite. Comme l'importance
d'une part le capital contributif de rente, l'autre
part les salaires?

W.G

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

N° P.3720.

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
- 9 OCT 1940			
Re	Dr	Pce	
P. 3720	X-1/4	3	

D.R. : FAIT

Paris, le 9 Octobre 1940

1 Exemple classé
au W.V.D. - Dommages de guerre.
Nex à W.V.D. - Incidents.

X

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies

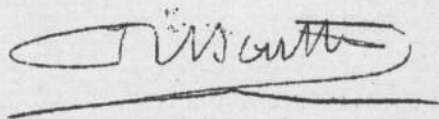
Il arrive que des agents soient victimes d'accidents hors service provoqués par des voitures automobiles allemandes.

La S.N.C.F. ne peut juridiquement poursuivre le recouvrement des frais qui lui sont occasionnés par de tels accidents : ces frais doivent s'ajouter aux dommages de guerre qu'elle subit.

La victime peut, par contre, adresser une plainte à l'Autorité Allemande si elle estime que l'accident est imputable à une faute du conducteur.

Des instructions vous parviendront ultérieurement au sujet de l'imputation à donner par les Services comptables aux dommages de guerre supportés par la S.N.C.F. et à faire rembourser par l'Etat.

Le Directeur du Service Central P.,



Le Chef de l'Administration
Militaire en France
Le Quartier maître général
Section IV a D

Paris, le 13 -9 -40

A la S.N.C.F.
3, Rue d'Athènes,
PARIS

S.N.C.F.	SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
D. 7/4 4	

Tous les dommages causés par l'armée d'occupation à la suite d'accidents d'automobiles survenus en territoire occupé sont à considérer comme dommages de guerre dont la réparation incombe à l'Etat français.

Ces dommages seront réparés selon la législation française.

Nous vous laissons le soin d'adresser à l'autorité civile française compétente votre demande en dommages-intérêts que vous serez amenée à formuler à la suite de l'accident en question.

Signé: BARTSCHER.

H.14.10.40.

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL.

1ère Division.

N° P.3720.

S.N.C.F.	SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
Paris, le 9 Octobre 1940		
P	D^{re} X	Pcc 4

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
M.M. les Directeurs des Services Centraux,
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

Il arrive que des agents soient victimes d'accidents hors service provoqués par des voitures automobiles allemandes.

La S.N.C.F. ne peut juridiquement poursuivre le recouvrement des frais qui lui sont occasionnés par de tels accidents : ces frais doivent s'ajouter aux dommages de guerre qu'elle subit.

La victime peut, par contre, adresser une plainte à l'Autorité Allemande si elle estime que l'accident est imputable à une faute du conducteur.

Des instructions vous parviendront ultérieurement au sujet de l'imputation à donner par les Services comptables aux dommages de guerre supportés par la S.N.C.F. et à faire rembourser par l'Etat.

Le Directeur du Service Central P.

signé : BARTH.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

LE 14 Octobre 1940

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau _____

Aff. _____

N° _____

M. FATALOT
Pi. de m. en p. avec l.
lettre n. 8720.
15.10.

Monsieur le Directeur
 S.N.C.F. DU PERSONNEL

du Service Central du Personnel

Comme suite à l'entretien que j'ai eu samedi avec M. FATALOT, j'ai l'honneur de vous soumettre sous ce pli un projet d'instruction destiné à faire suite et à compléter votre lettre n° P 3720 du 9 Octobre.

Je vous adresse, d'autre part, une copie de la note que le Chef de l'Administration Militaire allemande en France a adressée à la S.N.C.F. ainsi qu'un projet de lettre qui doit être présenté à la signature de M. le Président. Lorsque cette lettre sera signée je ne manquerai pas de vous l'indiquer.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

cette lettre
est signée le 17 octobre

Envoi 1. lettre
préparé par
M. M...

[Signature]

22.10.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau S.J.

Dossier N° 5035 Leg

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

Aff: Réparation des
dommages causés à nos
agents par des auto-
mobiles de l'Armée
d'Occupation

SERVICE
CENTRAL

21 OCT 1940

Paris, LE 19 Octobre 1940

*M. Fatalet.
nous avons une suite
à donner*

21/10.

S.N.C.F.	AL
22 OCT 1940	
P3819	X-1/4 5

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel,

J'ai eu l'honneur de vous faire parvenir, le
14 Octobre, le texte d'un projet de lettre à M. BERTHELOT,
Secrétaire d'Etat aux Communications, -projet qui devait
être présenté à la signature de M. le Président du Conseil
d'Administration.

Je viens d'être avisé que ce projet a été signé
sans modification par M. FOURNIER le 17 Octobre 1940 et
que la lettre a été enregistrée sous le numéro D.9720/4.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

[Signature]

Qt/F.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Service Central du Personnel.

1ère Division.

Réf. : P-3853

Paris, le 24 Octobre 1940

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
Reçu 3853	Départ X-1/7	6	DOSSIER ORIGINAL
			classé au 41-63

X

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
MM. les Directeurs des Services Centraux,
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

1 Exemple classé
au WVS. Incidents

WVS. Dommages de Guerre

Les instructions que je vous ai adressées, par lettre N° P-3720 du 9 Octobre, au sujet des accidents causés à nos agents par des voitures automobiles allemandes, doivent être complétées comme suit.

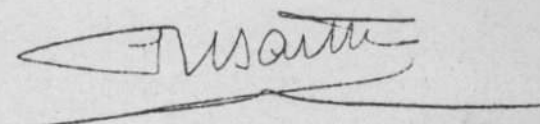
Le Chef de l'Administration Militaire allemande en France nous ayant fait connaître que tous les dommages causés par l'Armée d'occupation à la suite d'accidents d'automobiles survenus en territoire occupé doivent être réparés par l'Etat Français, il convient, en conséquence, de n'adresser désormais aucune demande d'indemnité aux organismes de l'Armée allemande que les accidents d'automobiles dont seraient victimes nos agents aient lieu au cours du service ou hors service.

La plainte que l'agent accidenté pourrait adresser à l'Autorité allemande ne saurait avoir d'autre but que de demander une sanction disciplinaire ou pénale contre le conducteur fautif.

Au point de vue civil, les Régions ou Services auront à constituer dans chaque affaire un dossier contenant les pièces, relevés d'enquête et tous documents utiles.

Ces dossiers seront transmis directement au Service du Contentieux qui, une fois déterminées les indemnités pouvant être dues à la S.N.C.F., saisira M. le Directeur des Services Financiers en vue de l'inscription de ces sommes à un compte d'attente.

Le Directeur du Service Central P.,



COPIE

17 octobre

1940

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DES RECLAMATIONS	
	X-1/7	P. 00	

D 9720/4

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à plusieurs reprises des agents de la S.N.C.F. ont été accidentés, pendant leur service ou en dehors de celui-ci, par des voitures militaires allemandes et que jusqu'à ce jour la réparation du dommage subi par ces agents n'a pu être obtenue.

En vertu de la législation française, l'agent a droit en cas d'accident survenu pendant le travail à des indemnités forfaitaires qui sont définies par la loi du 9 avril 1898 et les lois subséquentes. Les indemnités sont à la charge de l'employeur, en l'espèce, le Chemin de fer.

Toutefois, l'article 7 de la loi sus-visée réserve à la victime ou à ses représentants, le droit de réclamer au tiers responsable de l'accident la réparation intégrale du préjudice qui lui a été causé. L'indemnité, allouée dans ce cas au salarié accidenté, exonère à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge.

La législation allemande, à ma connaissance, permet dans les mêmes conditions l'action directe de l'accidenté contre le tiers responsable.

Lorsqu'il s'agit d'accident survenu en dehors du service, l'action de l'agent contre le tiers est fondée sur les règles du droit commun résultant de l'article

Monsieur BERTHELOT,
Secrétaire d'Etat aux Communications.

1382 du Code Civil, la S.N.C.F. pouvant, de son côté, exercer un recours contre le tiers en vue d'obtenir la réparation du préjudice subi par elle du fait de paiement de salaires, indemnités, pensions etc, dus à la victime en vertu de son contrat de travail.

La convention franco-allemande d'Armistice ne contient aucune disposition particulière, relative à la réparation du dommage subi par des Français, victimes d'accidents causés par les troupes d'occupation.

D'autre part, l'article 43 de l'annexe à la IV^{ème} Convention de La Haye du 18 octobre 1907 précise bien qu'en ce qui concerne les territoires occupés, la législation en vigueur dans le pays est maintenue, sauf empêchement absolu; mais comme l'Armée occupante reste entièrement soumise à sa loi propre, c'est-à-dire aux Tribunaux et lois de guerre allemands, la victime française d'un accident, causé par les Armées d'occupation, est dans l'impossibilité d'obtenir la réparation du dommage qu'elle a subi. En effet, la victime ne peut, ni assigner l'auteur allemand de l'accident devant la juridiction française, ni introduire une action civile devant les Tribunaux de guerre allemands, si des poursuites pénales sont engagées.

En l'espèce, le droit de la victime à une réparation est cependant incontestable.

L'annexe à la Convention de La Haye sus-visée, dans son article 46, dispose sans doute que la vie des individus et la propriété privée doivent être respectées par l'occupant; mais en cas de violation de ce principe elle n'institue aucune procédure de réparation au profit des victimes.

A cet égard, il y a lieu de noter que lors de l'occupation des Pays Rhénans par les Armées Alliées, le droit à la réparation du dommage causé à un ressortissant allemand, à la suite d'un accident dont la responsabilité était imputable aux troupes françaises, avait été formellement admis et qu'une procédure avait été prévue pour le règlement des dits dommages.

L'Arrangement Rhénan, annexé au Traité de Paix, avait assimilé en quelque sorte les dommages causés par

les Armées d'occupation aux réquisitions effectuées par elles en confiant aux mêmes organismes le soin d'évaluer et de régler ces dommages.

La procédure de réparation se décomposait en trois phases :

I - Détermination des responsabilités.

L'Autorité militaire d'occupation, saisie de la plainte de la victime soit directement, soit par l'intermédiaire d'une autorité allemande, se prononçait sur le droit à indemnité, après avoir examiné s'il y avait eu faute ou négligence imputable aux troupes occupantes. Un silence de plus de deux mois était assimilé à une reconnaissance de responsabilité.

II - Estimation des dommages.

A défaut d'accord amiable entre l'Autorité militaire et le réclamant, le montant de l'indemnité était fixé sans appel par une "Commission locale d'évaluation des réquisitions et des dommages", composée d'un Président nommé par la Haute Commission des territoires occupés, de deux Officiers alliés et de deux personnalités civiles allemandes.

III - Paiement des indemnités.

Le paiement incombait aux Autorités allemandes et les sommes ainsi versées aux intéressés s'inscrivaient au crédit de l'Allemagne, au "Compte des Réparations".

Une procédure analogue de règlement pourrait être instituée pour la réparation des dommages résultant d'accidents d'automobiles et autres causés par l'Armée allemande, en territoire français occupé.

La question ne concerne d'ailleurs pas seulement les agents de la S.W.C.F.; mais elle pose un problème d'ordre général, qu'il paraît y avoir intérêt à résoudre dès que possible - d'autant plus que l'Administration militaire allemande en France vient de prendre en la matière une décision qui appelle à notre sens les plus sérieuses

réserve.

Dans sa note du 13 septembre 1940, adressée à la S.N.C.F. au sujet des conséquences d'accidents causés aux agents par les automobiles de l'Armée d'occupation, le Chef de l'Administration Militaire Allemande nous a, en effet, fait connaître que les dommages sus-visés sont à considérer comme des dommages de guerre, dont la réparation incombe à l'Etat français, selon la législation et la procédure françaises. En un mot, l'Autorité d'occupation se désintéresse complètement du règlement de ces dommages, dans lequel elle juge n'avoir pas à intervenir.

En présence de cette attitude de principe, il semble que la difficulté pourrait être soumise à la Commission d'Armistice, en vue d'obtenir que l'Etat français, comme autrefois l'Allemagne, soit autorisé à porter, à son crédit, dans ses comptes avec la puissance occupante, le montant des sommes versées aux victimes des accidents.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Lipé: Fournier

S.N.C.F.

Service Central
du
Personnel

*à enregistrer
au retour*

Fiche de Sortie

Dossier N° X-1/7

Pièce N° _____

concernant accidents hors service provoqués par
des autos allemandes. (Dossier complet avec
note du 30-8-40 du Contentieux et note
du 7-9-40 sur la répartition des Pourrages causés
en Rhénanie par les troupes d'occupation,
remis à M. Fatalet.

Sp^e instructeur note 5035 Lég. Bureau 57 du 19-10-40 du Contentieux
le 22-10-40 193.

Sn-At

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Service Central
du Personnel.

1ère Division

Réf: P. 5006

Paris, le 2 Avril 1941.

Del

II

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Allocation pour
usage d'un vélo-
moteur.

Par lettre N° 380 A du 31 Mars 1938, je vous ai fait connaître le taux de l'indemnité kilométrique forfaitaire à attribuer aux agents autorisés à faire usage d'un vélomoteur pour les besoins du service.

Ce taux de 0 fr 15, en vigueur depuis le 1er Avril 1938, est relevé à partir du 1er Mars 1941 dans les conditions indiquées au tableau ci-après :

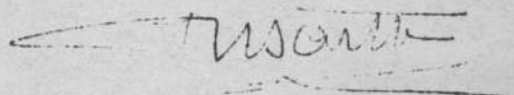
	Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile (1er Janvier au 31 Décembre)	Taux par Klm.
<u>Assistants Techniques</u> utilisant un vélomoteur	jusqu'à 10.000 Klm	0,30
	de 10.000 à 18.000 Klm	0,25
	au delà de 18.000 Klm	0,20
<u>Agents autres que les</u> <u>Assistants Techniques</u> utilisant un vélomoteur	jusqu'à 5.000 Klm	0,30
	au delà de 5.000 Klm	0,20

Peuvent bénéficier de cette indemnité, les agents désignés aux paragraphes a) à f) de mes lettres P 1883 du 10 Juillet 1939 et P. 3306 du 7 Mai 1940 relatives aux indemnités pour usage d'automobile et de motocyclette et, en outre, lorsque les besoins du service le justifient, les agents désignés ci-après :

- Piqueurs, surveillants et surveillants principaux de la Voie ainsi que certains agents réceptionnaires des Bois et certains ouvriers des équipes techniques.

L'autorisation est accordée par le Chef du Service. Les agents autorisés à faire usage de leur vélomoteur ne sont pas tenus de contracter une assurance.

Le Directeur du Service Central P,



17 JUIN 1941

S.G.

S.N.C.F.

Paris, le

17 juin 1941

REGION du SUD-EST

Voie et Bâtiments

V.B.s 106 B.

Monsieur le Directeur de
l'EXPLOITATION

Par annotation du 7 juin, portée en marge de ma lettre V.B.s 106 B. du 26 mai relative à l'assurance des vélomoteurs appartenant à des agents et utilisés strictement, par ceux-ci, pour les besoins du service, vous avez bien voulu me faire connaître qu'il convenait, à ce sujet, de s'en tenir aux dispositions de la lettre P. 5006 du 2 avril 1941 du S.C.P. d'après lesquelles les intéressés ne sont pas tenus de contracter une assurance.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me préciser si, en cas d'accident provoqué par un engin non assuré par son propriétaire, la S.N.C.F. prendrait à sa charge la réparation des dommages susceptibles d'être causés à des tiers et, dans l'affirmative, s'il convient d'en aviser les agents.

S.S.
L'Ingénieur
à
M. le Directeur
du Service
Central du
Personnel,

en le priant de vouloir bien me faire connaître si, comme je le pense, la question doit être résolue par l'affirmative.

P. LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

L'Ingénieur en Chef,

16 JUIN 1941

L'INGÉNIEUR EN CHEF, CHARGÉ DU SERVICE V. B.
et Chef de la Division du Service Général

21 JUIN 1941

Monsieur le Chef du Service du Contentieux

Nantes - Vous m'indiquez quelles seraient en la circonstance les obligations incombant légalement à la S.N.C.F. ?

L'Ingénieur Principal

au Service Central du Personnel

SERVICE
CENTRAL P 26 JUIN 1941

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau CA 2 assurances

Dossier N° Renseignements
général.

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS, LE 26 juin 1941

45, rue Saint-Lazare (9°)

Téléph. : Pigalle 95-85

Compte Chèques Postaux
PARIS 1753-50

Monsieur l'Ingénieur Principal
au Service Central du Personnel.

Utilisation par les agents
de leurs voitures automobiles
personnelles pour le service.

1
PIÈCES
JOINTES

Comme suite à votre transmission du 21 juin courant,
j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en cas d'accident
provoqué par un agent en service, utilisant son
véhicule personnel, la S.N.C.F. serait tenue de réparer
le préjudice causé à des tiers, et tant que civilement
responsable de son préposé par application de l'art. 1384
du Code civil.

Pour me permettre de compléter ma documentation,
je vous suis obligé de bien vouloir m'adresser un exemplaire
de votre lettre P. 5006 du 2 avril 1941 et me tenir au courant
des modifications que vous pourriez décider d'apporter aux
dispositions actuellement en vigueur. J'ai connaissance, à ce jour,
que de votre circulaire 1.883. A/39 du 10 juillet 1939.

Ci-joint, à retour, la note du Service de la Voie et
des Bâtimens de la Région Sud-Est.

Le Chef du Contentieux.

12.23.1

11 JUL 1941

1

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du Sud-Est.

Par note V.B.s 106 B du 12 Juin dernier, vous avez bien voulu me demander si, en cas d'accident provoqué par un agent en service, utilisant son véhicule personnel, la S.N.C.F. devait prendre à sa charge la réparation des dommages susceptibles d'être causés à des tiers.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, par application de l'article 1384 du Code Civil, la S.N.C.F. est tenue comme civilement responsable et, de ce fait, se trouve dans l'obligation de réparer le préjudice causé à des tiers par ses agents.

Le Directeur,

Signé : FATALOT

Lr/MB

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

Paris, le 4-12-44



Monsieur le Directeur de la Région du SUD-EST,

N° P 1314
Par lettre PE-X du 3 novembre 1944 vous m'avez demandé quelle était la procédure à suivre par la S.N.C.F. dans les cas où l'un de ses agents vient à être victime d'un accident causé par une voiture automobile des armées alliées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendra d'établir sans retard un dossier comprenant, légalisées, les pièces justificatives et les déclarations écrites des témoins.

Ce dossier sera transmis au Service du Contentieux qui fera le nécessaire auprès du service allié compétent.

Le Directeur,

Copie adressée à Messieurs les Directeurs des Régions,
" " à Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
à titre d'instruction.

Paris, le 4/12/44
Le Directeur,

Lr/MB
SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

Paris, le 4-12-44

Monsieur le Directeur de la Région du SUD-EST,

N° P 1314
Par lettre PE-X du 3 novembre 1944 vous m'avez demandé quelle était la procédure à suivre par la S.N.C.F. dans les cas où l'un de ses agents vient à être victime d'un accident causé par une voiture automobile des armées alliées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendra d'établir sans retard un dossier comprenant, légalisées, les pièces justificatives et les déclarations écrites des témoins.

Ce dossier sera transmis au Service du Contentieux qui fera le nécessaire auprès du service allié compétent.

Le Directeur,

Copie adressée à Messieurs les Directeurs des Régions,
" " à Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
à titre d'instruction.

Paris, le 4/12/44
Le Directeur,



S.N.C.F.
Région du Sud-Est

DIRECTION

PE-X

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel

Aux termes de vos lettres P 3720 et P 3853 des 9 et 24 octobre 1940, il convenait, lorsqu'un agent était victime d'un accident hors service causé par une voiture automobile allemande, de constituer le dossier d'usage et de le transmettre au Service du Contentieux en vue des mesures à prendre pour le remboursement, au titre des dommages de guerre, des dépenses supportées par la S.N.C.F.

Le cas m'est signalé d'un de nos agents qui a été victime d'un accident hors service causé par un camion automobile américain, et la question se pose de savoir si nous pouvons poursuivre directement le remboursement des frais supportés par la S.N.C.F., et, le cas échéant, à quel organisme nous devons nous adresser, où si nous devons suivre la même procédure que celle qui était prévue pour les accidents causés par les véhicules allemands.

Je vous serais obligé de vouloir bien me renseigner.

P. LE DIRECTEUR A L'EXPLOITATION
L'INSPECTEUR PRINCIPAL

*Je vous prie
de transmettre
par céd.*

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, LE 29 Novembre 1944

45, rue Saint-Lazare (9^e)

Téléph. : Trinité 29-94

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau A.R.

Aff.

N° 17.734



Agents blessés hors service
par le fait de membres de
l'Armée Américaine.

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel
-1^{ère} Division-

Par communication N° 931 du 9 courant, vous voulez bien me demander de vous renseigner sur la procédure à suivre dans le cas où un agent est victime, en dehors de son service, d'un accident occasionné par un membre de l'Armée Américaine.

Ces affaires étant susceptibles de recevoir une solution immédiate de la part des Autorités Américaines, il convient d'en établir les dossiers sans retard, dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'accidents causés par l'Armée Allemande, c'est-à-dire en faisant légaliser les pièces justificatives et les déclarations écrites des témoins.

Ces dossiers me seront adressés afin de me permettre de faire le nécessaire.

X-3

auprès des Services Américains compétents
(Claims Investigation Service).

LE/CHEF DU 'CONTENTIEUX',

Pauhin

CENTRAL

Paris, le 4 Décembre 1944



Division

Monsieur le Directeur de la Région du SUD-EST

P. 1314

Par lettre PE-X du 3 novembre 1944 vous m'avez demandé quelle était la procédure à suivre par la S.N.C.F. dans les cas où l'un de ses agents vient à être victime d'un accident causé par une voiture automobile des armées alliées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendra d'établir sans retard un dossier comprenant, légalisées, les pièces justificatives et les déclarations écrites des témoins.

Ce dossier sera transmis au Service du Contentieux qui fera le nécessaire auprès du service allié compétent.

P./Le Directeur,

Copie adressée à Messieurs les Directeurs des Régions,
" " à Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

à titre d'instruction.

Paris, le 4 Décembre 1944

P./Le Directeur,

7 Septembre 1940.

S.M.F.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
		Dec	Pos
NOTE		X- 1/4	2

DES CHIEFS DE BATAILLON	
DIRECTION GÉNÉRALE	
9 SEP 1940	
Dossier	D 4740 / 2 / 1

sur la réparation des dommages
causés en Rhénanie par les troupes d'occupation.

L'Arrangement Rhénan, annexé au Traité de Paix, a assimilé, en quelque sorte, les dommages causés par les Armées d'occupation aux réquisitions effectuées par elles en confiant aux mêmes organismes le soin de les évaluer et en adoptant pour eux des procédés de règlement analogues.

La procédure de réparation des dommages se décomposait en trois phases :

- détermination des responsabilités par les autorités militaires occupantes ;
- estimation des dommages par des commissions mixtes ;
- paiement des indemnités par les autorités civiles allemandes.

I.- Détermination des responsabilités.

Seule l'autorité militaire, en reconnaissant la négligence ou la faute d'un de ses agents, pouvait donner ouverture au droit à indemnité.

1°) Il fallait qu'elle fût saisie la première de toute réclamation. Si la personne lésée déposait sa plainte soit auprès d'une autorité allemande soit directement auprès d'une commission mixte d'évaluation, l'Armée intéressée était immé-

diatement saisie par l'une ou l'autre et il ne pouvait être donné de suite à l'affaire avant que cette Armée se fut prononcée sur le fond.

Cependant un silence prolongé au delà de deux mois était assimilé à une reconnaissance de responsabilité. ~~Il n'y avait pas de doute que la responsabilité était reconnue.~~

2°) Une personne faisant partie des troupes d'occupation ou employée par elle ne pouvait être déférée devant un tribunal allemand. Seuls étaient compétents, en principe, pour la juger les tribunaux militaires des Puissances occupantes.

II.- Estimation des dommages.

L'autorité militaire pouvait toujours s'arranger directement avec le réclamant. Mais, s'il n'y avait pas d'accord amiable, le montant de l'indemnité était fixé, par une "commission locale d'évaluation des réquisitions et des dommages".

1°) Composition des Commissions :

1 président nommé par la Haute-Commission des Territoires;

2 officiers alliés ;

2 personnalités civiles allemandes.

2°) Compétence :

- Evaluer tous dommages causés aux personnes ou au biens (on distinguait : les "dommages au logement" qui sont présu-
sumés résulter d'une négligence ou d'une faute des occupants,
- des "autres dommages" pour lesquels il fallait prouver l'im-

putabilité à un accident ou à une faute de service).

- En principe, seuls devaient ^{être}/pris en considération les dommages certains, matériels et directs ; en fait, il fut admis à partir de 1922 que certains éléments d'indemnisation plus subtils prévus par le Code civil allemand pouvaient entrer en ligne de compte.

- Les décisions des Commissions étaient sans appel et ne pouvaient être contredites par celles des "Feststellungsbehörden", ou tribunaux administratifs locaux allemands.

III.- Paiement des indemnités.

Ce paiement incombait aux autorités allemandes qui pouvaient, dans certains cas simples, verser, des acomptes aux réclamants en attendant l'estimation définitive des dommages.

Les sommes payées par l'Allemagne venaient s'inscrire à son crédit au Compte des Réparations.

Si les autorités allemandes n'avaient pas payé une indemnité dans les deux mois qui suivaient la décision de la Commission mixte, l'autorité occupante pouvait prélever les fonds nécessaires dans une Caisse publique allemande et les verser elle-même à l'intéressé.

Références.-

- Arrangement Rhénan du 28 Avril 1919 art. 6
- Ordonnance n° 59 du 1er Décembre 1920
- Instruction S. 105 - 2475 du 30 Septembre 1921
- Décision S. 93 - 2134 du 23 Juin 1921
- " S. 131 - 3186 du 20 Avril 1922

- Décision S. 141- 3464 du 7 Juillet 1922
- " S. 182- 5.172 du 4 Mai 1923
- " S. 191- 5.599 du 12 Juillet 1923.

En résumé, lorsqu'une automobile militaire française causait un dommage à un civil allemand les choses se passaient, semble-t-il, comme suit :

L'Allemand avait huit jours pour déposer sa réclamation soit :

- auprès de l'autorité civile allemande qui transmettait avec ses conclusions à l'autorité militaire française ;

- auprès de l'autorité militaire française qui, si elle admettait sa responsabilité, constituait un dossier et l'envoyait à une commission mixte d'évaluation ;

- auprès d'une commission mixte d'évaluation qui demandait à l'autorité civile allemande et à l'autorité militaire française de constituer chacune un dossier et attendait (deux mois au maximum) le retour de ces dossiers pour procéder à l'estimation du dommage.

10.c.2

972. — 14 février 1946. — M. Pierre Fayet expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'un fonctionnaire, dont le fils a été appelé sous les drapeaux le 1^{er} mars 1944, à 19 ans (classe 1945), n'a plus perçu l'indemnité de charges de famille pour son enfant depuis cette date; que cet enfant, démobilisé à partir du 1^{er} février 1946 va reprendre ses études interrompues par le service militaire; et demande si le père fonctionnaire peut prétendre au rétablissement de l'indemnité familiale dans la limite de la période antérieure à l'âge de 20 ans pour laquelle cette indemnité a été supprimée.

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

973. — 14 février 1946. — M. Jean Bartolini demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale s'il ne pourrait maintenir en faveur des collectivités publiques, en particulier des petites communes et des communes sinistrées, qui ont déjà tant de difficultés pour équilibrer leur budget et pour continuer l'exécution des travaux d'utilité publique, le maintien de l'ancien tarif journalier des prisonniers de guerre.

974. — 14 février 1946. — M. Louis Bernard demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale s'il lui est possible de faire effectuer le transfert des sommes versées aux assurances sociales par les ouvriers de la C. G. C. E. M. (ateliers de Vauzelles, Nevers) à la caisse des retraites de la Société nationale des chemins de fer; et, dans l'affirmative: 1^o quels sont les organismes qualifiés pour demander ce virement; 2^o quelles démarches ils doivent effectuer.

975. — 14 février 1946. — M. Pierre Besset signale à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale qu'un accord est intervenu entre les organisations professionnelles du bâtiment et des travaux publics pour déter-

les, l'intéressé ayant cessé son travail, pour cause de maladie, du 4 novembre 1945 au 4 janvier 1946 et, lors du paiement du rappel des salaires, les cotisations aux assurances sociales ayant été retenues conformément à la loi.

978. — 14 février 1946. — M. Patrice Bougrain expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que l'indemnité compensatrice due pour l'emploi de prisonniers de guerre dans l'agriculture vient d'être portée, dans certains départements, à 1.250 fr. par mois, alors qu'elle était de 125 fr. en 1945; que la plupart de ces prisonniers, ne connaissant pas le travail agricole, ne peuvent faire qu'un travail de manœuvre et doivent être accompagnés dans leurs déplacements, ce qui réduit leur rendement à 50 p. 100 de celui d'un ouvrier ordinaire; que, de plus, le prix demandé doit être majoré de la nourriture et de l'habillement et que leur utilisation est ainsi plus onéreuse que celle d'un ouvrier français, et demande si cette mesure sera modifiée, compte tenu des indications précitées, car, dans la négative, les employeurs risquent d'abandonner ces manœuvres à une époque où l'agriculture n'a jamais tant eu besoin de main-d'œuvre.

979. — 14 février. — M. Jean Guillon expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale le cas d'un vieux travailleur inapte qui aurait pu bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés grâce aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 61 de l'arrêté du 1^{er} juin 1945 s'il n'avait eu ses 60 ans six jours après le 1^{er} janvier 1945; et demande si des instructions ne pourraient être données aux services régionaux des assurances sociales pour qu'une certaine largesse d'interprétation leur soit laissée dans les cas particulièrement intéressants (assuré qui, faute de quelques jours, ne peut bénéficier de l'allocation).

980. — 14 février 1946. — M. Jean Guillon demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale: 1^o s'il est possible, dans l'état actuel de la législation, d'obtenir la

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

345. — M. André Maudet expose à M. le ministre des anciens combattants et des victimes de la guerre que durant la période d'occupation du territoire de nombreux accidents de la circulation ont été occasionnés par des véhicules militaires allemands, qu'il ne semble pas, à ce jour, que les victimes de ces accidents aient été indemnisées, et demande dans quelles conditions elles peuvent espérer obtenir la réparation au préjudice qui leur a été causé. (Question du 31 décembre 1945.)

Réponse. — La circulaire n° 4383 G/LC, 345 et 73-0 du 5 mai 1941 émanant du ministère de l'économie nationale et des finances (direction du Trésor, service central des réquisitions allemandes) dont les dispositions sont toujours en vigueur a prévu l'octroi de secours aux victimes d'accidents provoqués par les troupes d'occupation. La demande doit être adressée au maire de la commune où a eu lieu l'accident. D'autre part, le projet de loi élaboré par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre sur les réparations à accorder aux victimes civiles de guerre, prévoit l'indemnisation des accidents provoqués par un fait précis dû à la présence des armées ennemies ou d'un organisme placé sous le contrôle de l'ennemi.

451. — M. Joseph Delachenal demande à M. le ministre des anciens combattants et des victimes de la guerre s'il n'estime pas que la retraite des anciens combattants devrait être majorée, par suite de l'accroissement du coût de la vie. (Question du 15 janvier 1946.)

Réponse. — La majoration de la retraite du combattant est à l'étude dans les services techniques compétents du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre. Elle fait également l'objet des préoccupations de l'union française des associations d'anciens combattants qui, par note du 20 décembre 1945, a adressé à ses groupements adhérents une demande d'information sur la question.

tues fait de guère

ont été astreints à verser; et demande s'il ne pourrait être tenu compte en cette matière des situations particulièrement dignes d'intérêt; si, notamment, le remboursement des amendes ne pourrait être accordé aux femmes de prisonniers de guerre, de déportés ainsi qu'aux veuves de maquisards et des soldats morts pour la France ou à leurs ascendants ayant assumé l'exploitation de terres de l'absent.

RECONSTRUCTION ET URBAINISME

969. — 14 février 1946. — M. Pierre Besset demande à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme si, dans les régions sinistrées, le maximum a été fait pour recevoir et héberger les ouvriers du bâtiment, volontaires pour travailler à la reconstruction de nos villes.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

970. — 14 février 1946. — Mme Denise Bastide expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la surveillance médicale scolaire s'effectue d'une façon très incomplète et presque inexistante dans nos campagnes du fait de l'absence ou de l'éloignement de toute installation radiologique; et demande si l'on ne pourrait envisager d'urgence l'achat de camions radiologiques de l'armée américaine, matériel sanitaire mobile extrêmement précieux, qui pourrait être mis à la disposition des services départementaux de la santé publique.

971. — 14 février 1946. — M. Joseph Denais demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si un citoyen, ne payant aucune contribution, peut être désigné comme membre d'un bureau de santé.

miner les salaires des cadres (employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs); que les taux y sont fixés pour la première zone de la région parisienne mais qu'il est précisé que les principes généraux sont valables pour tout le territoire; que cet accord, conclu le 13 août 1944 a reçu l'agrément du ministre du travail le 5 décembre 1944; que, cependant, dans certaines régions, les employeurs n'ont pas cru devoir l'appliquer, privant ainsi les cadres de l'industrie du bâtiment et des travaux publics d'un légitime réajustement de leurs salaires; et lui demande ce qu'il compte faire pour que les intéressés reçoivent les réajustements qui leur sont dus en vertu de l'accord agréé par lui.

976. — 14 février 1946. — M. Pierre Besset signale à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que les arrêtés des 25 septembre et 2 novembre 1945 relatifs au classement professionnel des cadres de l'industrie du bâtiment et des travaux publics ne précisent pas la classification des commis d'entreprise qui sont bien souvent assimilés aux commis de ville, et demande s'il compte classer les commis d'entreprise dans les professions comprises en position II, classe B, dont les coefficients minima varient, suivant l'ancienneté, de 370 à 407, en tenant compte que les rappels de salaires ne pourront être présentés au delà du 15 février 1946.

977. — 14 février 1946. — M. Pierre Besset demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale sur quelle base doivent être payées les indemnités journalières de maladie à un assuré social qui gagnait, avant le 15 mars 1945, 3.500 fr. par mois, salaire qui, à cette date, fut élevé à 5.000 fr. par une rétroactivité établie en décembre de la même année à la suite d'un rajustement des salai-

conversion de la pension servie par les assurances sociales aux invalides incurables en allocation aux vieux travailleurs salariés; 2° dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour porter remède à la situation difficile de ces pensionnés du travail.

981. — 14 février 1946. — M. Bernard Pau-mier demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale dans quelles conditions les méayers peuvent bénéficier de la retraite des vieux travailleurs et quels sont ceux qui y ont droit.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

982. — 14 février 1946. — M. Marcel Rosenblatt expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que lors de l'augmentation des tarifs de transport on a voulu épargner les usagers de 3^e classe et les abonnements ouvriers; que de nombreux ouvriers utilisant leurs bicyclettes pour aller à la gare d'arrivée au lieu de leur travail ont vu augmenter le prix du transport de leur bicyclette de 9 F par voyage; que ce prix, calculé sur un parcours minimum de 100 km, désavantage les usagers effectuant de 30 à 40 km; et demande s'il n'envisage pas d'établir un abonnement parallèle à celui de l'abonnement ouvrier pour les usagers qui utilisent leurs bicyclettes pour aller au travail ou, tout au moins, de créer une différence de prix, pour la distance de 1 à 50 km au lieu de 1 à 100 km.

CP. A. JD.

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

M. Loris
Paris, le 19 juin 1945

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

- p.j. -

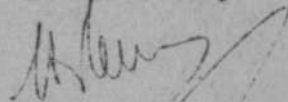
Un avis dont ci-joint extrait, inséré au Journal Officiel du 2 mars 1945, fixe les formalités à accomplir pour la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes par les Forces militaires Britanniques et Canadiennes en France depuis le 6 juin 1944 et ajoute qu'un accord est également sur le point d'être réalisé avec le Gouvernement Américain sur les bases de l'entente intervenue avec le Gouvernement Britannique.

J'attire votre attention sur le fait que les demandes se prescrivent par une année à compter de la date des accidents.

*Accid.
anorm*
En vue de permettre la constitution en temps utile des dossiers à présenter au Service du Contentieux aux fins de récupération des frais exposés à l'occasion d'accidents de l'espèce dont certains agents de votre Service auraient pu être victimes, la Caisse de Prévoyance vous indiquera sur votre demande le montant des prestations éventuellement réglées par elle.

Vous aurez à faire connaître, à la Caisse de Prévoyance, le cas échéant, les noms, grades, n°s d'immatriculation à la dite Caisse et adresses administratives des agents accidentés.

Le Directeur,



MINISTERE DE LA GUERRE

Avis sur personnes ayant subi des dommages du fait des
forces militaires britanniques en France

Un accord intervenu entre les gouvernements britannique et français prévoit que les dommages causés aux personnes et aux biens en France Métropolitaine (Corse non comprise), depuis le 6 juin 1944, par les armées britanniques et canadiennes et résultant soit d'accidents de circulation ou autres, soit de fautes commises par le personnel, soit des risques créés par le matériel, seront réglés au titre de l'aide mutuelle réciproque.

Les demandes de réparation de ces dommages devront être adressées directement au Bureau Britannique des réclamations (Claims Service) local, ou à défaut, au général commandant le département du Nord, à Lille, pour les faits dommageables qui se sont situés entre le 6 juin 1944 et le 14 février 1945 inclusivement.

Les demandes se rapportant à des faits survenus postérieurement au 15 février 1945 seront adressées au général commandant le département (Chef-lieu du département sur le territoire duquel le dommage aura été causé).

Le délai de réception des demandes étant limité à une année, à compter de la date des faits, il y a intérêt pour les requérants à signaler, le plus rapidement possible, à l'autorité compétente le dommage qui leur a été causé et dont ils désirent obtenir réparation.

La demande qui sera établie sur papier timbré précisera la date, le lieu du dommage et les circonstances dans lesquelles il a été causé, et, s'il y a lieu, l'unité, ainsi que le numéro et la catégorie du véhicule auteur du dommage.

Les intéressés chiffreront les dommages-intérêts qu'ils estiment leur être dus et joindront à la demande toutes pièces justificatives. Ils feront, en outre, connaître s'ils ont reçu ou sont susceptibles de recevoir des prestations ou indemnités de leur employeur ou d'un organisme d'assurances.

Les compagnies d'assurances, ou autres organismes appelés à effectuer des débours à l'occasion des dommages sont invités à se faire connaître le plus rapidement possible à l'autorité compétente et à présenter, le cas échéant, une requête dans les conditions prévues au précédent alinéa.

Aucune modification n'est apportée en ce qui concerne le règlement des réquisitions et des dégâts de cantonnement pour lesquels les demandes d'indemnité continueront à être adressées à la mairie.

La procédure susvisée ne s'applique pas aux dommages résultant de faits de guerre, qui seront réglés conformément à la législation française déjà intervenue ou à intervenir relativement aux dommages de guerre.

Un accord, qui sera porté à la connaissance au public en temps opportun, est sur le point d'être réalisé avec le gouvernement américain sur les bases de l'entente intervenue avec le gouvernement britannique.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

RÉGION DE L'OUEST

PARIS, le 14 OCT 1946 19

20, Rue de Rome

Téléphone : LABORDE 88-00

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel

M. LE BLOCH, électricien aux Moulineaux, circulant à bicyclette le 15.11.41 alors qu'il était en repos, a été renversé par un camion allemand à Marly-le-Roi. Relevé avec des blessures multiples M. LE BLOCH est décédé le 21 Novembre à l'hôpital de St-Germain où il avait été transporté (ci-annexé le dossier de l'accident).

Sa femme, déjà maman d'un garçonnet de 5 ans, accoucha prématurément le lendemain de l'accident survenu à son mari. Elle a aujourd'hui deux enfants de 9 et 5 ans.

Elle a demandé à la Préfecture de Seine-et-Oise une pension de victime civile de la guerre. Son dossier est actuellement en instance.

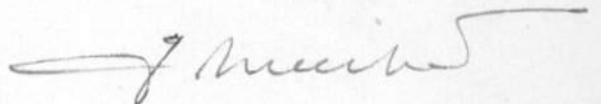
Elle demande, par ailleurs, à être assimilée aux veuves d'agents tués par faits de guerre en dehors du service et à bénéficier des mêmes avantages : admission de ses enfants comme pupilles de la S.N.C.F., paiement du secours d'urgence, etc.

Je vous serais obligé de me faire connaître la suite qu'il convient de donner à sa demande.

Pièces jointes:

- 1 lettre de Mme LE BLOCH
- 1 rapport du Commissaire de Police
- 1 plan des lieux de l'accident.

/ LE DIRECTEUR



Re 1.146

16 OCTO 1946

Lt/11

1

N/ : Pe 957

Monsieur le Directeur
de la Région de l'OUEST.

Par lettre du 14 octobre 1946 vous m'avez transmis une requête par laquelle Mme LE BLOCH veuve d'un électricien aux Moulins demande à bénéficier des avantages accordés par la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 aux veuves d'agents tués par faits de guerre.

-Pj- Etant donné que M. LE BLOCH a été tué au cours d'un accident occasionné par un camion français, réquisitionné par les Allemands mais conduit par un chauffeur français et que l'entreprise à qui appartenait ce camion a reconnu être responsable de l'accident, il n'est pas possible d'attribuer à Mme LE BLOCH les avantages qu'elle sollicite..

Je vous prie d'examiner, néanmoins, s'il y a lieu d'attribuer à Mme LE BLOCH un secours non renouvelable.

Ci-joint, en retour, le dossier communiqué.

P/ le Directeur,
L'Ingénieur Principal
au Service Central du Personnel

Signé ANDRÉ

Lt/11

16 OCTO 1946

LEBLOCH

1

100-5

N/ : Pe 957

Monsieur le Directeur
de la Région de l'OUEST.

Par lettre du 14 octobre 1946 vous m'avez transmis une requête par laquelle Mme LE BLOCH veuve d'un électricien aux Moulins demande à bénéficier des avantages accordés par la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 aux veuves d'agents tués par faits de guerre.

-Pj- Etant donné que M. LE BLOCH a été tué au cours d'un accident occasionné par un camion français, réquisitionné par les Allemands mais conduit par un chauffeur français et que l'entreprise à qui appartenait ce camion a reconnu être responsable de l'accident, il n'est pas possible d'attribuer à Mme LE BLOCH les avantages qu'elle sollicite.

Je vous prie d'examiner, néanmoins, s'il y a lieu d'attribuer à Mme LE BLOCH un secours non renouvelable.

Ci-joint, en retour, le dossier communiqué.

P/ le Directeur,

L'Ingénieur Principal

au Service Central du Personnel

Signé ANDRÉ

fdg

TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

13530. — 16 février 1950. — M. Roger Cerclier expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que sous certaines conditions de charge de famille, de revenu ou de salaire, l'allocation logement est due au chef de famille qui occupe un immeuble en location ou qui achète en viager une maison ou fait construire par emprunt au crédit mobilier; et lui demande, sous ces mêmes conditions, si l'indemnité de logement est due au chef de famille qui fait construire en empruntant à une caisse de crédit, Crédit Foncier, par exemple.

13531. — 16 février 1950. — M. Joseph Delachenal signale à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale le cas d'une veuve, mère de trois enfants de plus de quatorze ans, qui, depuis de nombreuses années, avait droit à l'exonération des cotisations d'allocation familiales, son revenu cadastral étant inférieur à 500 francs; ajoute qu'aucune cotisation ne lui a été réclamée par la caisse d'allocation familiales gracieuses et que, dès lors, tout naturellement, elle n'a pas fait de demande d'exonération; et demande — cette veuve étant décédée — si sa fille peut être astreinte à payer les cotisations arriérées des cinq dernières années.

13532. — 16 février 1950. — M. Joseph Delachenal demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale si un garde champêtre dont le traitement était de 900 francs par an pendant six ans, entre 1931 et 1940 (alors qu'il avait à cette date entre cinquante et soixante-cinq ans), peut bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

13533. — 16 février 1950. — M. Joseph Denais demande à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale s'il estime normal que la sécurité sociale consacre une fraction des cotisations des assurés à une onéreuse campagne d'affiches de polémique contre le corps médical qui ne dispose pas de ressources équivalentes pour défendre ce qu'il estime, justement au sens d'un grand nombre, les droits des médecins et l'intérêt véritable des assurés eux-mêmes.

13534. — 16 février 1950. — M. Jules Duquesne expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale le cas d'un ancien mineur de fond, retraité pour vingt-quatre années de services miniers (1906-1930) dont la dernière activité professionnelle (1932-1947) ressortissait au régime général de la sécurité sociale; signale que l'intéressé, invalide après quinze années de travail dans l'industrie ayant perçu une pension d'invalidité de la sécurité sociale, doit aujourd'hui en effectuer le remboursement; et demande s'il n'estime pas illogique de voir ce salarié payer pendant quinze ans des cotisations au régime général et de ne pouvoir bénéficier de sa rente d'invalidité jusqu'à l'âge de soixante ans, âge normal de sa pension de sécurité sociale.

13535. — 16 février 1950. — M. Jean Vuillaume expose à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale qu'un salarié a hérité d'une part lui revenant sur la succession de son père, laquelle comporte une maison d'habitation; que ce salarié, désireux de racheter à ses deux cohéritiers ladite maison qu'il habite, a dû souscrire, près d'une société de crédit immobilier, un contrat de prêt à long terme; que, suivant le règlement de la société de crédit immobilier, l'intéressé doit d'abord effectuer un certain nombre de versements mensuels avant de percevoir le montant du prêt qu'il a sollicité; et demande: 1^o si ce salarié peut prétendre au bénéfice de l'allocation-logement prévu par la loi du 1^{er} septembre 1948; 2^o dans l'affirmative, à partir de quelle date il peut en réclamer le paiement; 3^o si la caisse d'allocation dont il dépend est fondée à lui refuser cette prestation sous prétexte qu'il n'en est qu'à la période de versements préliminaires; et observe que, d'une part, le salarié ne peut obtenir de prêt de la société départementale de crédit immobilier (ancienne loi Loucheur) pour le motif qu'il est déjà copropriétaire d'une maison; que, en fait, les annuités ou mensualités versées par lui à la société privée de crédit doivent être versées dès la demande de prêt et semblent ouvrir droit au paiement de l'allocation-logement.

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

13536. — 16 février 1950. — M. Charles Serre rappelle à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme les dispositions de l'article 96 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 faisant une obligation aux commissaires aux comptes, ou à leur défaut aux représentants qualifiés de chaque organisme subventionné, de donner chaque année la liste des personnes physiques ou morales, avec indication de leur rôle ou fonction qui, au cours de l'exercice, ont bénéficié sous quelque forme que ce soit, y compris les salaires et les indemnités de fonctions ou de frais, d'une somme supérieure à 200.000 francs; et lui demande: 1^o les raisons pour lesquelles les commissaires aux comptes de la Compagnie générale transatlantique n'ont pas déféré à cette obligation légale; 2^o les mesures qu'il entend prendre pour assurer l'établissement de la liste des personnes qui émargent pour plus de 200.000 francs à la Compa-

gnie générale transatlantique avec indication exacte de leurs fonctions et des causes des indemnités versées; 3^o les sanctions qu'il se propose d'arrêter pour réprimer la violation de l'article 96 de la loi du 8 août 1947 et mettre un terme aux abus que la publication de la liste demandée pourrait révéler.

13537. — 16 février 1950. — M. Louis Terrenoire demande à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme: 1^o quel est l'effectif, la composition et la répartition du personnel des services agricoles de la Société nationale des chemins de fer français; 2^o quel est le montant des dépenses et frais de personnel de ces services; 3^o à combien s'élèvent les crédits nécessaires par les manifestations de propagande agricole organisées par ces services; 4^o quelles sont les raisons qui motivent le maintien de services agricoles dont la nécessité ne paraît pas s'imposer étant donné surtout les déficits connus et chroniques de la Société nationale des chemins de fer français.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

12632. — M. Henri Lespès demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il est exact que les victimes françaises d'accidents corporels ou matériels, causés par les voitures appartenant aux armées alliées et circulant à l'heure actuelle en France et, en particulier, aux environs de Fontainebleau, ne peuvent se faire indemniser (ce qui semble découler des accords de Washington du 28 mai 1946 et, depuis, de la loi du 9 août 1946), qu'en adressant une réclamation par la voie diplomatique, sans avoir la possibilité de soumettre leur cas à une juridiction française capable de sauvegarder leurs droits en les préservant de toute appréciation éventuellement arbitraire des services étrangers. (Question du 16 décembre 1949.)

Réponse. — Il est exact que les victimes françaises d'accidents corporels ou matériels causés par les voitures appartenant aux armées alliées circulant actuellement en France, ne peuvent se faire indemniser qu'en adressant une réclamation par la voie diplomatique sans avoir la possibilité de soumettre leur cas à une juridiction française. En effet, la procédure de règlement par la voie diplomatique est conforme au principe du droit international selon lequel un membre d'une armée étrangère ne peut être mis en cause devant les tribunaux de l'Etat de séjour pour des dommages résultant de sa présence en tant que membre d'un groupe armé officiellement accepté sur ce territoire. Cette règle universellement reconnue se rattache au principe de l'immunité des Etats. Enfin, il convient de souligner qu'il ne paraît pas possible de supposer de la part d'un gouvernement allié une « décision éventuellement arbitraire ». Le ministère des affaires étrangères, chargé de la défense des intérêts des Français à l'étranger, s'est toujours attaché à ce que les intéressés n'aient nullement à souffrir de cette procédure qui ne présente d'autre part aucun caractère anormal.

12980. — M. Charles Serre expose à M. le ministre des affaires étrangères que les hauts commissaires alliés ont approuvé des barèmes proposés par les autorités allemandes, établissant entre le prix du charbon allemand sur le marché intérieur et à l'exportation des différences parfois considérables causant de graves préjudices à l'industrie française et avantageant les prix de revient allemands, contrairement à nos intérêts, au moment même où le recouvrement des réparations était pratiquement suspendu et la concurrence allemande dangereuse. Il lui demande: 1^o quel est le montant des recettes dont a bénéficié l'Allemagne pendant l'année 1949 par suite des différences entre les prix du charbon allemand effectivement payés par l'industrie française et ceux auxquels le même charbon était vendu aux consommateurs allemands; 2^o quel est le prix actuel du charbon allemand vendu en France; 3^o quel est le prix actuel du charbon allemand vendu aux industries de la Ruhr; 4^o quel est le tonnage de charbon importé annuellement d'Allemagne pour la France. (Question du 13 janvier 1950.)

Réponse. — La France achète le charbon allemand selon les prix d'un barème de vente à l'exportation fixé par les hauts commissaires alliés. Le charbon transporté par fer est payé à un prix sur wagon frontière allemande; le charbon transporté par voie fluviale est payé à un prix sur péniche au départ de la Ruhr. Pour comparer cette recette des mines pour les ventes à l'exportation à leur recette pour les ventes sur le marché intérieur allemand, il faut donc déduire du prix payé par la France les frais de transports de la mine au point fluvial de chargement pour les expéditions par eau. 1^o sur la base des prix en vigueur du 20 septembre au 31 décembre 1949, la recette des mines allemandes a été de 41,06 deutschmark par tonne pour les exportations vers la France, alors que leur recette pour les mêmes qualités, sur la base des prix intérieurs allemands, aurait été de 36,70 deutschmark par tonne. Le bénéfice provenant de cet écart était de 7,36 deutschmark par tonne. Pour l'année 1949, l'excédent des recettes que les mines allemandes ont retiré de leurs exportations vers la France par rapport à la recette qu'elles auraient

reliée de la vente des mêmes charbons sur le marché intérieur allemand peut donc être évalué à 42 millions de deutschmark, soit trois milliards cinq cent millions de francs français; 2^e et 3^e à partir du 1^{er} janvier 1950, le prix des charbons vendus à la France a été diminué, alors que le prix de vente des charbons sur le marché intérieur allemand était légèrement augmenté. La recette des mines allemandes pour les charbons vendus à la France a été réduite à 42,28 deutschmark par tonne; leur recette pour la vente des mêmes qualités sur le marché intérieur allemand serait de 36,79 deutschmark. L'écart entre la recette moyenne des ventes à l'exportation et des ventes sur le marché intérieur allemand a été ainsi réduit à 5,49 deutschmark; 4^e le tonnage des charbons allemands importés en France et en Sarre en 1949 a été de 8 millions 850.000 tonnes dont 5 millions 700.000 tonnes ont été réglés dans le cadre de l'accord de paiement franco-allemand et 3 millions 150.000 tonnes ont été réglés par la livraison à l'Allemagne d'un même tonnage de charbons sarrois et lorrain. Pour 1950, les prévisions d'importation peuvent être évaluées, sous toutes réserves et dans l'hypothèse du maintien de la conjoncture économique française actuelle, à un tonnage compris entre 6 millions et 7 millions de tonnes, dont 3 millions 600.000 tonnes seraient à régler par la livraison à l'Allemagne d'un même tonnage de charbons sarrois et lorrain.

12081. — M. Charles Serre demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quel est le tonnage annuel d'essence synthétique que l'Allemagne est autorisée à produire depuis l'arrêt de démantèlement. (Question du 13 janvier 1950.)

Réponse. — La fabrication de l'essence synthétique a toujours été interdite dans les trois zones occidentales d'Allemagne. Cette interdiction a été reprise dans les accords sur les industries interdites et limitées (accords de Washington, avril 1949). L'arrêt des démantèlements n'a donc eu aucune répercussion à cet égard; c'est d'ailleurs ce que prévoyait l'accord de Petersberg (« La présente modification de la liste des réparations n'affectera pas les interdictions et limitations existantes touchant la production de certains matériaux »).

12092. — M. Charles Serre demande à **M. le ministre des affaires étrangères**: 1^o le montant total en marks des amendes en dommages intérêts infligés par le tribunal de Rastatt, soit comme condamnations principales, soit comme peines accessoires à des Allemands reconnus coupables de crime de guerre ou crimes contre l'humanité, depuis le début de l'occupation jusqu'au 31 décembre 1949; 2^o le montant total des sommes recouvrées en exécution de ces jugements; 3^o l'affectation précise de ces sommes. (Question du 13 janvier 1950.)

Réponse. — 1^o Le montant total des amendes infligées par les tribunaux de Rastatt, soit comme condamnations principales, soit comme peines accessoires, à des Allemands reconnus coupables de crimes de guerre depuis le début de l'occupation jusqu'au 31 décembre 1949, s'élève à 318.200 R. M. et 20.000 D. M., à savoir: tribunal général de Rastatt (d'avril 1946 au 15 octobre 1948) statuant en premier ressort, 20.000 R. M.; tribunal général de Rastatt statuant en revision, 296.500 R. M.; tribunal de première instance (à partir du 15 octobre 1948) de Rastatt, 1.700 R. M., 20.000 M.; tribunal supérieur (à partir du 15 octobre 1948), néant. 2^o Aucune condamnation à des dommages et intérêts n'a été prononcée, les tribunaux d'occupation en Allemagne n'ayant pas compétence pour statuer sur des demandes d'indemnité formulées par les victimes de guerre. Le montant total des sommes actuellement recouvrées en exécution de ces jugements est de 113.700 R. M. Les montants en D. M. n'ont pas encore été recouvrés. Il fait observer: 1^o que certaines des amendes non recouvrées concernent des criminels de guerre actuellement détenus en exécution de la peine d'emprisonnement qui leur a été infligée; 2^o qu'il peut y avoir, parmi les condamnés, des insolvable auxquels la contrainte par corps a été ou sera appliquée. Les sommes encaissées avant la réforme monétaire ont été réparties entre les Länder, en même temps que les produits des amendes et confiscations infligées par l'ensemble des tribunaux de la zone française. L'affectation des recettes en D. M. qui seront recouvrées ultérieurement en vertu des condamnations pour crimes de guerre n'a pas encore été déterminée.

13220. — M. Maurice Viollette demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il est exact qu'en Afrique du Nord et, spécialement en Algérie, se développent actuellement des propagandes inattendues et peu conciliables avec l'amitié. (Question du 25 janvier 1950.)

Réponse. — Depuis le débarquement des armées alliées en Afrique du Nord au mois de novembre 1942, l'attention des informateurs étrangers ne s'est jamais détournée de cette partie du monde. Constamment avertie des diverses activités que ces observateurs exercent dans les protectorats de Tunisie et du Maroc, l'administration n'a relevé contre eux ni atteinte à l'ordre public, ni intrusion dans la politique intérieure. Dans le cas contraire, elle n'aurait pas manqué d'établir les responsabilités et de prendre contre les coupables les mesures prévues par les règlements et la loi. En ce qui concerne plus spécialement les départements de l'Algérie, M. le ministre de l'intérieur a compétence pour répondre à la question posée.

AGRICULTURE

12495. — M. Louis Bonnet expose à **M. le ministre de l'agriculture**: 1^o que la loi n^o 47-1326 du 18 juillet 1947 a institué une prime à l'hectare pour les récoltes de blé et seigle des années 1947-1948; 2^o que les producteurs du département de l'Isère ont fait honneur aux engagements de livraison qu'ils avaient souscrits et leurs livraisons excèdent, dans l'ensemble, les 90 p. 100 exigés par la circulaire n^o 6946 du 11 juillet 1949. Il lui demande pour quelles raisons aucune prime n'a encore été payée à ces producteurs. (Question du 13 décembre 1949.)

Réponse. — La loi du 18 juillet 1947 stipule que l'engagement de livraison à souscrire par les producteurs pour donner droit à la prime d'encouragement doit porter sur la totalité de la récolte, déduction faite seulement des quantités nécessaires aux semences et à l'échange blé contre farine ou pain. En ce qui concerne le département de l'Isère, les chiffres ci-après avaient été retenus: récolte, 550.800 quintaux; quantités à livrer, 196.000 quintaux. La quantité effectivement livrée a atteint seulement 120.399 quintaux pour l'ensemble de la campagne 1948-1949. Des contestations se sont élevées sur l'évaluation de la récolte et de la quantité à livrer. Pour y mettre fin et permettre aux ayants droit de bénéficier de la prime à laquelle ils peuvent légitimement prétendre s'ils se sont conformés à la loi et aux instructions d'application, une circulaire ministérielle en date du 12 décembre 1949 a prescrit une procédure accélérée pour le règlement des agriculteurs en cause.

12497. — M. Joseph Delachenal demande à **M. le ministre de l'agriculture** si un agent contractuel d'une administration relevant du ministère de l'agriculture (génie rural, eaux et forêts, services agricoles, etc.) peut obtenir un congé exceptionnel pour subir un examen universitaire et dans quelles conditions. (Question du 13 décembre 1949.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire n'intéresse pas les seuls agents contractuels relevant du ministère de l'agriculture mais cette catégorie d'agents prise dans son ensemble. De plus, il s'agit là d'une position de principe susceptible d'intéresser l'ensemble des corps de fonctionnaires et agents de l'Etat. En conséquence, M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative est seul compétent en la matière. Il appartiendra donc à l'honorable parlementaire de demander directement à M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative si un congé aux fins de subir un examen universitaire peut être accordé à un agent contractuel.

12652. — M. Pierre Juge demande à **M. le ministre de l'agriculture**: 1^o s'il est exact que les silos de la C. A. M. à Moissac-Beaumont (Tarn-et-Garonne) étaient chargés de stocker 45.000 quintaux de maïs d'importation pour le compte de l'O. N. I. C.; que, par suite, l'O. N. I. C. donnait ordre d'expédier ce maïs, interdit à la vente, à Marseille; qu'actuellement ce maïs revient à Marseille et la coopérative le met en vente pour ses adhérents; 2^o quelles mesures il compte prendre pour éviter de pareilles anomalies qui entraînent des frais complètement inutiles. (Question du 19 décembre 1949.)

Réponse. — Les silos de la C. A. M. à Moissac-Beaumont (Tarn-et-Garonne) ont été utilisés pour stocker 26.700 quintaux de maïs d'importation arrivés à Bordeaux et à Sète entre les mois de février et de mai 1949. Jusque vers la fin du mois de juillet, ces maïs n'ont que partiellement trouvé preneur dans la région du Sud-Ouest. La vente des céréales secondaires d'importation appartenant à l'O. N. I. C. a été suspendue temporairement, suivant avis publié au *Journal officiel* du 21 juillet 1949, en prévision des modifications susceptibles d'être apportées au régime de rétrocession à l'occasion du changement de campagne. La reprise des ventes, à partir du 1^{er} septembre, a été portée à la connaissance des intéressés par un nouvel avis publié au *Journal officiel* du 21 août. Une importante maillerie de Marseille, ayant à exécuter un programme prioritaire de fabrication de semoules de maïs pour l'Afrique occidentale française, a dû être approvisionnée sur les stocks de Moissac-Beaumont, les disponibilités de la région marseillaise étant épuisées. Cette entreprise a reçu dans ces conditions 6.900 quintaux environ commandés par elle au début de septembre. Ultérieurement, le port de Marseille a reçu des cargaisons de maïs qui ont été mises en vente sans délai. Conformément à la réglementation en vigueur, il a été loisible aux acheteurs d'utiliser ces maïs pour leurs besoins propres ou pour rétrocession à leurs clients, certains de ceux-ci pouvant être domiciliés dans la région du Sud-Ouest. Les opérations en cause n'ont eu rien d'anormal étant donné qu'elles ont porté à des époques différentes sur des maïs différents.

12653. — M. Bernard Paumier demande à **M. le ministre de l'agriculture**: 1^o l'état de la production betteravière (betteraves sucrières) en France depuis la libération; (surfaces ensemencées et production); 2^o l'état de cette production par catégories de producteurs, par exemple: de 0 à 10 hectares, de 20 à 50, etc. ou, à défaut, par quantités produites, ou les deux classements combinés. (Question du 19 décembre 1949.)